



FRANCE LIBERTES

Rapport Annuel 2010

EDITO : LE MOT DU SECRETAIRE GENERAL

« INTERNET : ESPACE DE RESISTANCE DES BIENS COMMUNS. »

Comme le montre le présent rapport d'activités de France Libertés, 2010 fut une année d'actions, de réflexions et de témoignages principalement dédiés à l'eau. Pour autant, la Fondation s'est gardée de négliger le chantier ouvert il y a trois ans pour prendre en compte l'ensemble des biens vitaux essentiels dans la gestion économique des richesses, en tenant compte des droits à respecter, non seulement pour l'ensemble des peuples, mais aussi pour le vivant sur la planète.

En réalité l'ensemble forme un tout et la démarche dans laquelle nous nous sommes engagés en faveur du droit à l'eau pour tous est à la fois concret et symbolique. La gestion de l'eau est une métaphore de la gestion de la cité.

Partout dans le monde, sous des climats, des coutumes et des aléas économiques variés, la gestion de l'eau doit rester un acte politique et non un acte de commerce permettant l'enrichissement indu d'une minorité. C'est grâce à ce combat que nous espérons forcer la prise de conscience de nos concitoyens les moins avertis et ouvrir leurs yeux sur un monde nouveau qui ne nous appartient pas mais auquel nous appartenons. C'est par l'intelligence de l'homme et le sens de sa responsabilité que l'organisation de la société peut s'améliorer, sans négliger le rôle du temps à réserver pour toute construction.

Ceci dit, s'agissant de la vie sociale et de l'organisation démocratique de la cité et au constat de nombreux événements qui se sont déroulés en 2010 et jusqu'à ce jour, il apparaît qu'une bonne gouvernance établie sur la justice, la confiance et les échanges repose sur l'usage des outils informatiques de communication.

L'instrumentalisation de ces outils par les dirigeants politiques et les faiseurs d'opinions nous inquiètent. Internet doit rester un bien social universel dès lors qu'il s'alimente aux sources de l'intelligence et de la créativité collectives. Il ne doit être permis ni d'en orienter l'usage pour en faire un bien marchand, ni d'en interdire l'usage à des fins politiques.

L'intelligence de l'homme moderne lui permet d'accélérer le temps en forçant la nature. Ce peut être pour le pire comme pour le meilleur. La technologie qui en résulte nous fait aller si vite (jusqu'où ?) qu'on en oublie les contraintes et les limites que nous impose notre statut animal. Mais faut-il nécessairement que notre intelligence soit mise au service de l'asservissement du monde vivant par un capitalisme en recherche permanente de nouveaux marchés et de nouveaux profits?

Une telle mainmise aurait en outre pour conséquence d'aggraver la très mauvaise répartition des savoirs, concentrés dans les têtes d'une minorité agissante et permettant aux possédants de tenir les possédés dans l'ignorance de leur statut.

Le temps est venu de mettre l'intelligence de l'homme, produit ultime de la vie, au service de celle-ci en protégeant ses sources, ses ressources et sa diversité. Le temps est venu de considérer la somme de nos connaissances comme un nouveau bien commun qui doit échapper à tous les diktats politiques et les prédatations économiques.

Après avoir commis le pire, la connaissance humaine nous doit son meilleur, protégeons-la des nouveaux appétits qui s'éveillent. Il s'agit là d'un patrimoine de l'humanité irréductible à l'argent. En référence aux erreurs commises dans le passé, il est nécessaire d'en tirer les leçons.

France Libertés a peu de moyens mais de nombreux et nouveaux amis. Ils se reconnaissent comme les nouveaux résistants à l'ordre néolibéral, les bâtisseurs d'un monde où chacun trouve sa part de vie, de liberté et d'action, les expérimentateurs de solutions alternatives aux problèmes du temps. Qu'ils se rassemblent, s'unissent, fusionnent partout dans le monde pour mettre un terme à la dictature économique et financière, supplantés des dictateurs de plus en plus ébranlés par la colère des peuples.

Nos propositions protègent les biens communs du vivant et participent à l'urgente et indispensable métamorphose de la société humaine.

Michel Joli
Secrétaire Général

Les programmes de France Libertés

EAU, BIEN COMMUN

- 1,5 milliard de personnes dans le monde ne disposent pas d'accès à l'eau potable,
- 2,6 milliards ne sont pas raccordés à un réseau d'assainissement
- 34000 personnes meurent chaque jour du manque d'eau potable.

Que signifie le droit à l'eau pour ces habitants du Brésil menacés par la construction d'un gigantesque barrage? Ou pour ces Bretons qui ne peuvent plus boire l'eau du robinet polluée par les pesticides et les nitrates? France Libertés s'est donnée pour mission d'agir sur le terrain pour favoriser l'accès à l'eau pour tous et de sensibiliser les citoyens à cette problématique.



DROITS DES PEUPLES

Depuis bientôt 25 ans, France Libertés donne la priorité à la question des droits collectifs des peuples autochtones à disposer de leurs richesses biologiques et culturelles, aujourd'hui régulièrement violés par des politiques agressives et injustes d'exploitation. France Libertés s'engage aux côtés des peuples en faveur de la préservation de leurs savoirs et modes de vie traditionnels, et pour le respect de leurs droits les plus fondamentaux. De la campagne de lutte contre la biopiraterie au soutien de la résistance des peuples d'Amazonie et d'ailleurs, les actions de France Libertés s'inscrivent dans une volonté plus globale de contribuer à inventer ensemble la société socialement juste et écologiquement durable de demain.



RECONSIDERER LA RICHESSE

Les crises qui secouent le monde montrent les limites du modèle néolibéral et nous incitent à réfléchir sur la société que nous voulons construire sur la base de véritables valeurs, non monétaires. Il s'agit de commencer à compter ce qui compte vraiment pour nous. Aujourd'hui, nos sociétés se focalisent sur l'accumulation d'argent et de biens matériels. Le développement est devenu une course à la croissance, l'économie se détourne de la production réaliste de biens et de services utiles à la société et les biens communs sont devenus « marchandises ». Inégalités, tensions sociales, épuisement des ressources naturelles et la réduction de l'humanité à un rôle de producteur-consommateur en sont les conséquences... France Libertés défend un autre modèle de développement, ancré sur les fondamentaux humains et écologiques. Elle travaille afin que des richesses non marchandes et non monétaires soient intégrées dans les politiques de développement, et s'engage dans le choix d'une société humaniste et une économie au service du développement humain et qui soit respectueux de l'environnement.

Eau, bien commun de l'humanité

AGIR : RENDRE EFFECTIF LE DROIT A L'EAU

En 2010, nous avons lancé un appel à propositions afin de sélectionner des projets innovants favorisant le renforcement des capacités des acteurs locaux, l'engagement des citoyens, leurs représentants et dirigeants pour rendre effectif le droit à l'eau. Sur une centaine de projets étudiés nous en avons sélectionné 12, répartis sur les quatre continents, menant des actions de renforcement des capacités des acteurs locaux, sensibilisation et de plaidoyer sur le terrain. Voici 5 projets sur 12 cofinancés en 2010 :

- ✿ **Afrique : Afrique du Sud** – soutien au projet *Mvula Trust* « Défendre une citoyenneté active dans le suivi de la qualité de l'eau en Afrique du Sud » ;
- ✿ **Asie : Inde** - soutien au projet *GRAVIS* « Promouvoir la collecte des eaux pluviales dans le désert du Thar (Inde) pour mieux faire face à la sécheresse. »
- ✿ **Amérique : Bolivie**, Soutien au projet *CGIAB* « Rendre effectif sur le terrain le droit à l'eau, inscrit en tant que bien commun dans la constitution bolivienne » ;
- ✿ **Europe : Moldavie** – soutien au projet *WECF* « Mettre en place un accès à un système sécurisé de l'eau et de l'assainissement pour tous. »

PLAIDER : RECONSIDERER LE STATUT DE L'EAU

Danielle Mitterrand et son équipe se mobilisent pour accompagner les acteurs locaux dans leur plaidoyer pour une reconsidération du statut de l'eau. L'eau n'est pas une marchandise, elle est un bien commun qui doit être inscrit dans les textes légaux en tant que droit universel.

Ce message a été compris par les acteurs de la société civile et par les certains décideurs politiques qui entendent faire avancer le message des porteurs d'eau.

SENSIBILISER : INFORMER SUR LES ENJEUX MONDIAUX

Nous agissons lorsqu'une collectivité, un centre éducatif, ou une association nous invite à prendre part aux débats publics sur les enjeux liés à l'eau dans le monde et en France. Pour ce faire, nous nous appuyons sur les expériences de gestion innovatrices tantôt par leur caractère participatif que par la transparence et l'adaptation de sa gestion au contexte local au Sud comme au Nord. Ainsi, plus de 200 interventions en France ont eu lieu en 2010.



ZOOM SUR : LA CAMPAGNE « PORTEURS D'EAU »

Le 5 juin 2010, devant la mairie de Paris nous avons lancé la campagne des « porteurs d'eau ». Plus d'une cinquantaine d'élus, de nombreuses associations et des centaines de citoyens engagés pour l'eau bien commun du vivant ont participé activement à cette journée. « La feuille d'eau », symbole de la campagne, porte le message « BIEN COMMUN DE L'HUMANITE, L'EAU N'A PAS DE PRIX ». Cette gourde, dessinée gracieusement par Philippe Starck, va permettre de récolter des fonds pour cofinancer les projets eau sélectionnés par France Libertés.

Droits des peuples

AGIR : SOUTENIR LES ACTIONS DES PEUPLES AUTOCHTONES

SARAYAKU : Projet Tayak « Frontière de Vie » de la communauté Kichwa de Sarayaku (Amazonie équatorienne)

France Libertés soutient activement le peuple Kichwa de Sarayaku qui mène un combat depuis plus de 20 ans contre la destruction de son territoire et de sa culture ancestrale par l'exploitation pétrolière.

Dans le cadre du projet « Frontière de Vie », France Libertés a renouvelé son soutien au volet « Sasi Wasi » en 2008 puis en 2010, qui consiste en la création d'un centre médicinal traditionnel pour la préservation et la transmission des savoirs ancestraux Kichwa.

MAPUCHE : La situation concernant le peuple Mapuche continue de s'aggraver.

L'année 2010 a été marquée par une grève de la faim de 84 jours de 34 prisonniers politiques mapuches. Portée par un élan de solidarité international, l'action de France Libertés a participé à la suppression de l'application de loi antiterroriste bien que sa réalisation concrète soit encore en jeu. En France, France Libertés a participé à la création du Collectif de Soutien au Peuple Mapuche.



PLAIDER : DONNER LA PAROLE AUX PEUPLES OPPRIMÉS

LES ACTIONS DE FRANCE LIBERTES AUX NATIONS UNIES

- ✿ **Camp d'Ashraf (Irak)** : Les résidents du camp d'Ashraf, victimes de violations des droits humains et crimes contre l'Humanité
- ✿ **Sahraouis (Sahara Occidental)** : Le pillage des ressources halieutiques au Sahara Occidental. Protection et promotion des libertés et droits fondamentaux du peuple sahraoui.
- ✿ **Mapuche (Chili)** : Dénonciation de l'application de la loi antiterroriste par l'Etat chilien et de l'aggravation du non-respect des droits humains du peuple Mapuche.

COLLECTIF BIOPIRATERIE

- ✿ *Suivi des négociations internationales* :
 - ✿ **Genève - Suisse**: déclaration d'ICRA à la tribune du Comité intergouvernemental de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)
 - ✿ **Nagoya - Japon**: participation en tant qu'observateur à la 10ème Conférence des parties de la Convention sur la Diversité Biologique
- ✿ *Renforcement du réseau international contre la biopiraterie*, entre autres avec : la Déclaration de Berne (Suisse), Natural Justice (Afrique du Sud), GRTKF International (Caraïbes)



SENSIBILISER : FAIRE CONNAITRE LA LUTTE CONTRE LA BIOPIRATERIE

Campagne de lutte contre la biopiraterie :

- ✿ Relais des travaux du Centre Africain pour la Biosécurité (Afrique du Sud)
- ✿ Participation à des projections-débat « Le lien des Hommes Plantes », « Marichiweu », « maintenant ils veulent l'eau », entre autres
- ✿ Rencontres/conférences avec Hugo Blanco (Pérou), José Gualinga (Equateur), José Aylwin (Chili) leaders de la défense des droits des peuples.

Reconsidérer la richesse

AGIR : CONSTRUIRE LES RESEAUX

Dans la démarche de présenter des alternatives au système économique actuel, prédateur de l'environnement et faisant peu de cas de l'humain, nous continuons notre stratégie de partenariats en vue de sortir de la « société de marché » où le progrès est devenu une course à la croissance. L'économie financiarisée se détourne de la production réaliste de biens et de services et les biens communs sont devenus « marchandises ».

- ✿ *Mission d'évaluation du projet de la TRESSE* : création d'une entreprise d'insertion pour le recyclage des textiles en Dordogne.
- ✿ *Travail de conception d'un programme biannuel et multi pays* : « projets pilotes pour une gestion sociale, démocratique et écologique des déchets ».
- ✿ *Accompagnement à la mise en place des nouveaux indicateurs de développement* dans l'état d'Acre au Brésil.

PLAIDER : FAIRE EMERGER UN AUTRE MODELE DE SOCIETE

Réunir les forces, participer aux synergies, proposer, c'est la stratégie mise en place par France Libertés pour générer des mouvements d'influence amenant le politique et l'économique à engager la prise en compte de ce qui compte vraiment pour les citoyens. Concrètement, nous apportons aux réseaux un regard international qui donne une alternative au modèle actuel (amérindiens, organisation sociale autonome...) et un questionnement constant sur les enjeux macro et micro économiques permettant de passer à une société du Bien Vivre. Voici deux exemples :

- ✿ Participation au Conseil scientifique de l'Institut International de Recherche pour une Politique des Civilisations, en compagnie d'Edgard Morin, de notables scientifiques et d'hommes et de femmes politiques du monde entier.
- ✿ Atelier « comment passer d'une société du beaucoup avoir à une société du Bien Vivre » dans le cadre de l'Université d'été du Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID)

SENSIBILISER : RENDRE ACCESSIBLE A TOUS LES DISCOURS DES EXPERTS

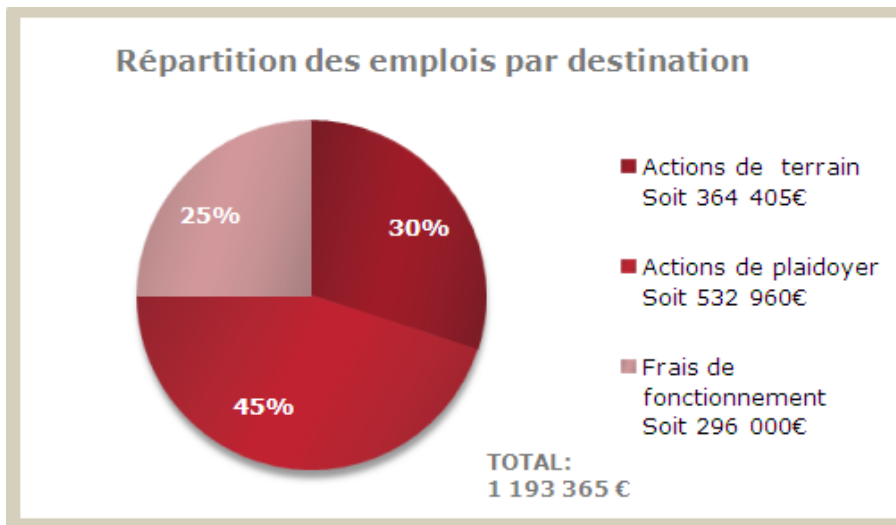
Apportant une dimension internationale, France Libertés analyse les politiques publiques alternatives liant viabilité économique, justice sociale et protection de l'environnement. L'enjeu majeur pour France Libertés est de rendre accessible le discours d'experts (statisticiens, économistes, philosophes...) au travers de méthodes et d'outils pédagogiques.

- ✿ *Animation au sein de « Dialogues en Humanités »* : Construisons le bien Vivre, en compagnie de Stéphane Hessel.
- ✿ *Co-organisation du festival « Déchets & Citoyenneté »* et envoi d'une délégation française à Belo Horizonte au Brésil
- ✿ *Travail en réseau pour l'évaluation des premières rencontres franco-brésiliennes « Déchets & Citoyenneté »* de 2009, et préparation des deuxièmes rencontres prévues en 2011
- ✿ *Printemps de toutes les richesses à Main d'œuvre*, Saint-Ouen avec la participation d'Edgar Morin, Patrick Viveret pour échanger avec le public sur l'Autre Voie possible.



Les Chiffres de France Libertés en 2010

Répartition des emplois par destination



France Libertés mène ses actions sous deux formes principalement : le plaidoyer et les projets de terrain.

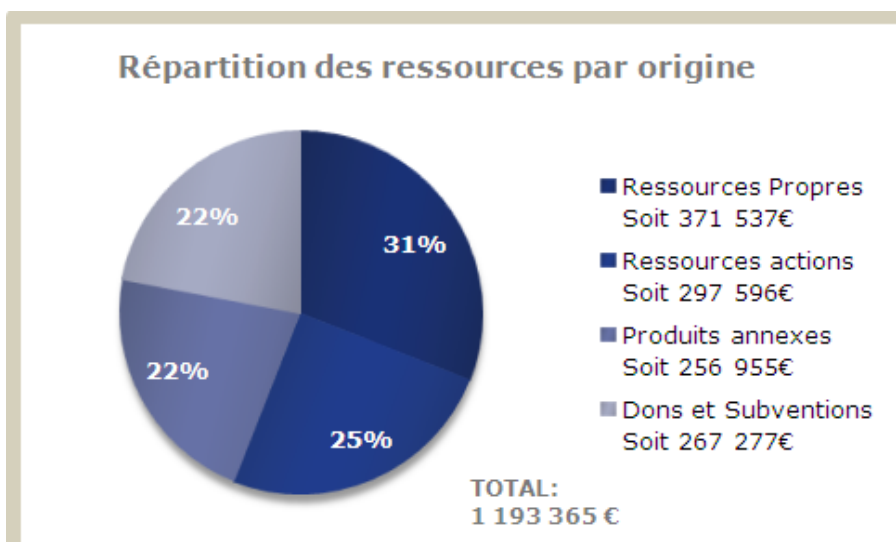
Les actions de plaidoyer sont réalisées principalement en France pour faire évoluer les mentalités et tenter d'impacter positivement sur l'action politique nationale et internationale. Cela représente 45% du budget de la Fondation en 2010. Ainsi, nous engageons une grande partie de notre énergie pour porter un message d'humanisme au service du changement possible de modèle de société.

30% de notre budget, font l'objet d'appel à propositions pour appuyer des acteurs de la société civile en Amérique latine, en Asie, en Europe et en Afrique. Les projets appuyés remplissent un double enjeu : l'action concrète et le changement des comportements. En effet, les acteurs locaux sont souvent les mieux placés pour garantir l'impact positif des actions.

Les frais de fonctionnement, 25% de notre budget annuel, sont répartis entre dépenses de communication (essentiellement liées à la réalisation des projets), collecte de fonds, relations extérieures, logistique et frais de structure.

Les projets de terrain, qui représentent

Répartition des ressources par origine



Les ressources de la Fondation sont de quatre ordres :

Les ressources en cofinancement directement liés aux actions menées sur le terrain représentent 25% du budget, les produits annexes en lien avec les produits immobiliers et financiers du fonds de dotation à hauteur de 22% du budget sont directement investis dans les actions et le plaidoyer, les dons et subventions à hauteur de 22% du budget proviennent de petits donateurs fidèles à la Fondation depuis de longues années, ainsi que de grands donateurs privés. En 2010, la Fondation a commencé un travail de recherche de fonds

tourné vers le mécénat d'entreprise qui devrait se concrétiser en 2011. Enfin, la Fondation investit sur fonds propres à hauteur de 31% afin de renforcer ses actions de plaidoyer.

Organisation

La reconnaissance d'utilité publique, la certification annuelle des comptes par un commissaire aux comptes et les contrôles exercés par les services de l'Etat font de la Fondation une structure d'une grande fiabilité pour la réalisation d'actions d'intérêt général.

La Fondation Danielle Mitterrand est dirigée par un conseil d'administration (CA) qui détermine les objectifs annuels et fixe les règles de fonctionnement. Le bureau, dont les membres sont désignés par le CA, vote les sommes affectées aux projets et s'assure du respect des décisions du CA.

L'équipe de France Libertés est composé de 12 salariés.

Elle est renforcée par des Services Civiques Volontaires et prend régulièrement des stagiaires.

Composition du CA

BUREAU:

Présidente :

Danielle MITTERRAND

Vice-président :

Claude VERCOUTERE, *Professeur Honoraire*

Trésorier :

Alain SAUVRENEAU, *Administrateur de la Fédération Léo Lagrange*

Secrétaire général :

Michel JOLI, *Médecin*

Commission des Finances - Président :

Georges ABADIE

Les membres du CA :

Ramon CHAO, *Ancien Directeur Amérique latine de RFI*

Gilbert MITTERRAND, *Maire de Libourne*

Sébastien JUY, *Historien*

Jacqueline MADRELLE, *Association des Comités relais*

William BOURDON, *Avocat*

Jean ZIEGLER, *Ecrivain*

Federico MAYOR, *ancien directeur général de l'UNESCO*

Pierre SERNE, *Responsable associatif dans le domaine de l'environnement*

Achille DU GENESTOUX, *Journaliste*

Un représentant du Ministère de l'intérieur

Un représentant du Ministère des affaires étrangères

Un représentant du Ministère des finances

Commissaire aux comptes :

Caroline FONTAINE-SEKALSK

Directeur de France Libertés :

Emmanuel POILANE



FRANCE LIBERTES – FONDATION DANIELLE MITTERRAND

Reconnue d'utilité publique et dotée du statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies. Habilitée à recevoir les legs et les donations.

22 rue de Milan, 75009 PARIS, Tél : 01 53 25 10 40, contact@france-libertes.fr

→ Pour plus d'informations : www.france-libertes.org

→ Pour vous inscrire à notre Newsletter : rendez-vous sur notre site internet

→ Pour nous soutenir, vous pouvez faire des dons en ligne sur notre site onglet « NOUS SOUTENIR »

→ Rejoignez notre groupe Facebook : FONDATION FRANCE LIBERTES